

CLIMAT DES AFFAIRES EN ALGÉRIE

L'UE veut une amélioration

Comment rendre attractif le climat des affaires et des investissements en Algérie ? Voilà ce qui semble préoccuper hautement l'Union européenne qui, en juin prochain, soumettra le dossier à la réunion du Conseil d'association. La règle du 49/51 régissant l'actionnariat dans les projets de partenariat entre Algériens et étrangers serait-elle dans le viseur de l'Union ?

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Le commissaire européen chargé de l'élargissement et de la politique de voisinage, Stefane Füle, a informé hier lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre algérien des Affaires étrangères, Mourad Medelci, que le Conseil d'association qui se réunira en juin prochain va se pencher sur l'amélioration du climat des affaires et d'investissement en Algérie.

Füle n'a pas donné de précisions sur ce qu'il entendait par «amélioration». Dans sa récente contribution au *Quotidien d'Oran*, le commissaire européen a fait part du mécontentement de plusieurs entrepreneurs européens quant au manque d'attractivité du marché algérien.

Un mécontentement induit aussi par la demande algérienne de réviser le calendrier du démantèlement tarifaire.



Stefane Füle et Mourad Medelci.

A ce propos, Mourad Medelci a affirmé qu'il faille attendre le 4^e round de négociations, prévu en juin à Alger, pour finaliser le dossier.

Plus précis, le commissaire européen dira que «plusieurs propositions sont sur la table» et que «nous allons donner un mandat ferme pour les deux délégations afin de trouver un accord».

Füle croit le compromis possible en la matière. Pour le

ministre algérien des Affaires étrangères, la révision du calendrier du démantèlement tarifaire procède de la volonté et de la

nécessité d'accompagner les efforts de certaines filières industrielles et agricoles qui se sont retrouvées désavantagées par un démantèlement tarifaire rapide.

Si l'Union européenne recadre ses rapports avec ses partenaires de la rive sud de la Méditerranée à la lumière des derniers changements intervenus dans cette partie du monde, elle sait, néanmoins, toujours allier intérêts et valeurs. Sa nouvelle devise, déclinée par Füle, est «offrir plus pour plus».

Cela étant, le commissaire européen, dont c'est la deuxième visite de travail en Algérie, a exprimé le soutien de l'Union pour l'Algérie qui, après avoir levé l'état d'urgence, a engagé des réformes politiques.

Seulement, il a souhaité que les réformes «répondent aux aspirations du peuple exprimées clairement depuis le début de l'année». Füle a souhaité également que les réformes actuelles ne se limitent pas aux partis politiques mais impliquent aussi la société civile.

S. A. I.

Création d'un comité de dialogue politique

Mourad Medelci a annoncé la création officielle d'un «comité de dialogue politique» entre l'Algérie et l'Union européenne. «Nous avons convenu l'année dernière du principe de créer, pour la première fois, un sous-comité de dialogue politique entre l'Algérie et l'UE. Aujourd'hui, nous avons pris officiellement la décision de créer ce comité», a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le commissaire européen chargé de l'élargissement et de la politique de voisinage, M. Stefan Füle. Il a précisé que «ce comité va à partir d'aujourd'hui revêtir un caractère officiel» pour offrir un cadre de consultations permanentes entre l'Algérie et l'UE sur des questions politiques, sécuritaires et celles relatives aux droits de l'homme.

S. A. I.

APN

Le fonctionnement, l'organisation de la Cour suprême et le Conseil d'Etat en débat

Le projet de loi organique fixant l'organisation, le fonctionnement et la compétence de la Cour suprême et celui modifiant la loi organique relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat était, hier, au centre d'un débat à l'Assemblée populaire nationale (APN). Les débats se sont déroulés en séance plénière présidée par Abdelaziz Ziari, président de l'APN, et en présence du ministre de la Justice, garde des Sceaux qui a présenté les deux projets. Le projet de loi organique fixant l'organisation, le fonctionnement et la compétence de la Cour suprême «vise la mise en conformité de l'organisation de cette institution avec le cadre institutionnel des juridictions, selon son exposé de motifs». Selon ses rédacteurs, ledit projet a également pour objectif «d'assurer à la Cour suprême son domaine d'intervention, l'unification de la jurisprudence et le respect de la loi, à travers l'ensemble des juridictions qui en relèvent». Le projet modifiant la loi organique relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil vise, pour sa part, à adapter ce texte à la réforme de la législation en vigueur. Le projet propose une organisation du Conseil d'Etat qui répond aux mêmes critères d'organisation et de fonctionnement, prévus pour la Cour suprême, tout en respectant la spécificité de ces deux juridictions.

Hier durant quatre heures, les quelques parlementaires présents ont tenté de débattre du contenu du projet. Les chefs des groupes de parlementaires des partis RND, FLN, El Islah et PT ont fait part de leurs points de vue sur la question. Le président de la Commission juridique et des libertés a pris acte des différentes propositions avancées. Ces dernières feront l'objet d'une étude au niveau de la commission et le projet sera présenté prochainement pour vote.

A. B.

ASSASSINAT DU P^r KERROUMI
Belaïz annonce l'arrestation de l'auteur du crime

L'enquête sur l'assassinat du militant du MDS Ahmed Kerroumi livre ses premiers résultats. Interrogé hier en marge de son passage à l'Assemblée nationale, le ministre de la Justice et garde des Sceaux a indiqué, en citant le procureur général près la cour d'Oran, que «l'auteur présumé de l'assassinat du professeur Kerroumi a été identifié et arrêté par les services de sécurité».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Au lendemain de son assassinat, des sources sécuritaires avaient indiqué que M. Kerroumi aurait été «tué d'un coup porté à la tête au moyen d'un objet contondant». «Ce coup a blessé la victime de la tête à la nuque et serait la cause du décès», précise notre source. Les policiers auraient aussi identifié un suspect, actuellement activement recherché.

Il s'agirait, selon nos informations, d'une «connaissance intime du défunt». «Le tueur ne serait pas étranger à la victime et le mobile serait le vol du véhicule de M. Kerroumi, une Peugeot 206 de couleur noire», confirment nos sources. «L'analyse de l'historique des appels téléphoniques du portable de M. Kerroumi sera déterminante pour la suite de l'enquête», a-t-on ajouté. Pour rappel, le cadavre d'Achmed Kerroumi, âgé de 53 ans, enseignant universitaire, a été retrouvé le samedi 23 avril 2011, au local du MDS à Oran, parmi un militant qui a tout de suite appelé la police. Le défunt



Tayeb Belaïz, ministre de la Justice, garde des Sceaux.

avait disparu mardi dernier. Selon son épouse, il a passé la matinée au CRASC (Centre de recherches en anthropologie culturelle) où il apportait les dernières retouches à un colloque qu'il préparait pour le lendemain mercredi. Vers midi, il avait reçu un coup de fil d'une personne à laquelle il avait fixé un rendez-vous. Son assassinat

avait jeté l'effroi au sein de la famille universitaire ainsi que parmi les militants du MDS et de la CNCD, dont il était un membre actif. Ses activités politiques, hostiles au régime en place, ont semé un climat de doute et certains ont même privilégié la thèse de «l'assassinat politique».

A. B.